

# Le discours du Premier ministre Shinzo Abe à la COP21

prononcé à Paris le 1<sup>er</sup> décembre 2015

Texte en anglais [http://japan.kantei.go.jp/97\\_abe/statement/201512/1214750\\_9934.html](http://japan.kantei.go.jp/97_abe/statement/201512/1214750_9934.html)

## Solidarité avec la France

Avant toute autre chose, je présente mes plus profondes condoléances aux victimes des attaques terroristes survenues à Paris. J'exprime mon respect et ma solidarité au président Hollande comme au gouvernement et au peuple de France, qui, en ouvrant la COP21, ont refusé de se soumettre au terrorisme.

Aujourd'hui, nous devons montrer notre capacité à surmonter de gigantesques défis grâce à notre solidarité, malgré toutes les différences qu'il peut y avoir entre nos nations et nos cultures.



## L'importance de l'Accord de Paris

Il y a dix-huit ans, l'adoption du Protocole de Kyoto a constitué un pas important dans la lutte contre le réchauffement climatique. Entre-temps, toutefois, la température moyenne à l'échelle de la planète n'a pas cessé d'augmenter. Dans le monde entier, nous avons vu se produire des catastrophes liées à des phénomènes météorologiques extrêmes telles que les précipitations abondantes et la sécheresse. Des îles magnifiques sont aujourd'hui menacées de submersion. La Terre est l'unique patrie de l'espèce humaine. Nous devons la transmettre intacte aux générations de nos enfants et de nos petits-enfants. Il est grand temps désormais de mettre sur pied un nouveau dispositif international, qui rassemble les pays développés comme en développement.

## Une proposition constructive pour un dispositif international

De nombreuses voix s'élèvent pour souligner l'improbabilité que les CPDN (contributions prévues déterminées au niveau national) proposées par les différents pays puissent à elles seules maintenir le réchauffement en dessous du seuil des 2 °C. J'aimerais que l'Accord de Paris intègre à la fois la définition d'un objectif à long terme et la mise en place d'un processus commun de révision des contributions de réduction déterminées au niveau national.

Le Japon quant à lui va faire preuve de fermeté dans la mise en œuvre des ambitieuses CPDN qu'il a déjà soumises et de son plan national d'adaptation.

## Les nouvelles contributions du Japon : les Actions pour une Terre fraîche (Actions for Cool Earth, ACE) 2.0 (soutien aux pays en développement, innovation)

Le Japon a annoncé son projet « Actions for Cool Earth (Actions pour une Terre fraîche) 2.0 » ou ACE 2.0 qui renforce sa contribution aux initiatives liées au changement climatique, telle qu'elle a été présentée en 2013 sous le nom « ACE ».

Le premier élément de cette contribution est notre soutien aux pays en voie de développement. Nous ne pouvons pas ignorer les difficultés de ces nations qui subissent les impacts négatifs du changement climatique. En 2020, les fonds publics et privés accordés par le Japon aux pays en développement au titre du changement climatique atteindront environ 1 300 milliards de yens, soit 1,3 fois le niveau actuel. Je pense que cet accroissement du financement japonais, ajouté aux contributions cumulées des différents pays et organisations internationales, ouvre un chemin vers la réalisation de l'engagement pris lors de la COP15, à savoir la mobilisation en 2020 de 100 milliards de dollars US par an pour le financement accordé aux pays en développement dans le cadre du climat.

Nous enrichissons les moyens d'existence des habitants de la Terre, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Nous extrairons l'énergie géothermique du centre de la Terre et fournirons de l'électricité propre aux populations africaines. Nous diffusons de la lumière générée par le soleil dans ces régions qui ne sont pas encore couvertes par le réseau électrique. Aux villes asiatiques en voie d'émergence qui connaissent une concentration rapide de leur population, nous transmettons l'expérience que les villes du Japon ont vécue. Aux habitants des pays insulaires du Pacifique, nous apportons les équipements et les savoir-faire dont ils ont besoin pour disposer amplement du temps nécessaire à l'évacuation de leurs terres avant l'approche d'un typhon. Voilà divers domaines d'activité dans lesquels les entreprises japonaises sont engagées depuis longtemps et ont perfectionné leurs savoir-faire. J'ai une grande confiance dans l'aide que nous sommes en mesure d'apporter à chacun d'entre vous.

La contribution fournie par le Japon au Fonds vert pour le climat (FVC) s'élève à 1,5 milliard de dollars US. J'aimerais voir le plus tôt possible l'accès au fonds s'ouvrir aux pays en développement. Je veillerai à l'implication du Japon dans le travail du FVC, dès l'étape de conception des projets, afin d'assurer la prompt application du soutien de 2,5 milliards de dollars US prévu pour l'année prochaine.

Le second élément de la nouvelle panoplie des contributions du Japon est l'innovation. La clef d'une action contre le changement climatique qui ne sacrifie pas la croissance économique réside dans la mise au point de technologies innovantes. Il existe, par exemple, dans le domaine de la production, du stockage et du transport de l'hydrogène, des technologies qui offrent des avancées vers la mise en place de sociétés sans CO<sub>2</sub>, et une batterie de la prochaine génération permettra à une voiture électrique de rouler cinq fois plus longtemps qu'aujourd'hui. Au printemps prochain, le Japon va formuler sa « Stratégie d'innovation énergétique et environnementale ». Les domaines à privilégier seront identifiés et la recherche-développement qui leur est associée sera renforcée.

La « Mission innovation » proposée par les pays concernés va dans le même sens que ce à quoi nous travaillons sans relâche, et je tiens ici à exprimer l'intention du Japon de se joindre à cette initiative.

Outre cela, beaucoup de technologies de pointe à faible émission de carbone n'offrent guère de retour sur investissement aux pays en développement. Tout en baissant les charges encourues par ces pays, le Japon entend promouvoir la diffusion des technologies de pointe à faible émission de carbone, notamment à travers la mise en œuvre du Mécanisme conjoint de crédit.

## Pour un accord solidaire

Nous, les dirigeants du monde, nous sommes rassemblés ici à Paris en dépit des défis posés par les attaques terroristes. Parvenons à un accord sur un nouveau dispositif et montrons notre solidarité.